

Solidarité départementale
Service de l'Autonomie

ARRETE N° 14-3036
Fixant le prix de journée du Foyer
d'Hébergement ESAT Bouloire.

Le Président du Conseil général de la Lozère

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;
 - VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L314-1 à L314-9 et R314-1 à R314-204 ;
 - VU le Code de la santé publique ;
 - VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
 - VU la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 - VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
 - VU la délibération du Conseil général du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif départemental de l'exercice 2015 ;
 - VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale approuvé le 26 octobre 2009,
 - VU les propositions budgétaires de l'établissement ;
 - VU Le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyen entre l'Association Le Clos du Nid et le Département de la Lozère ;
- SUR** proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

ARRETE

Article 1 Pour l'exercice budgétaire 2015, l'allocation de moyens allouée par le Conseil général de la Lozère pour le Foyer d'Hébergement ESAT Bouldoire situé Commune de Montrodat, 48100 Marvejols, s'élève à **1 994 285.00 €**.

Article 2 Le nombre de journées prévisionnelles pour l'hébergement permanent est fixé à **20 567 jours**.

Article 3 Le prix de journée du Foyer d'Hébergement ESAT Bouldoire pour l'hébergement permanent est fixé à **96,97 €**.

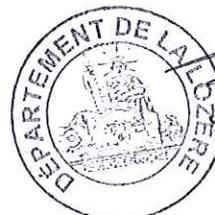
Article 4 Les produits de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement perçus par les résidents sont intégralement reversés au groupe II "autres produits relatifs à l'exploitation", compte 758 sur le budget de l'établissement.

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 6 Monsieur le Directeur général des services du département, Madame le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Mende, le **29 DEC. 2014**

Le Président du Conseil général,



Jean-Paul Pourquier
Jean-Paul POURQUIER

ACTE EXECUTOIRE
MENDE, le 29 DEC. 2014
Pour le Président
Le Directeur Général
des Services du
Département

Eric Moratille
Eric MORATILLE